

Retour de terrain

Quelle armée pour les Kurdes ? Influences et divisions politiques intra-kurdes

mardi 19 septembre 2017, par [Benjamin TOUBOL](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Benjamin TOUBOL](#), **Quelle armée pour les Kurdes ? Influences et divisions politiques intra-kurdes**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 19 septembre 2017.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.
Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Le referendum prévu le 25 septembre 2017 au Kurdistan irakien conduira-t-il à son indépendance ? Si oui, cette indépendance du Basûrê Kurdistanê (Sud-Kurdistan ou Kurdistan irakien) sera-t-elle mise en péril par les rivalités entre Kurdes du Rojava et Kurdes d'Irak ? Après une enquête de terrain, Benjamin Toubol, fait un tableau informé des forces et stratégies en présence. Ce qui permettra de comprendre les lendemains de ce rendez-vous électoral contesté par les Etats-Unis de D. Trump.

LE 20 août 2017, le président turc, Recep Tayyip Erdogan a fait savoir que les Turcs et les Iraniens étaient hostiles à toute idée d'indépendance kurde en Irak. Bien que le ministre des Affaires étrangères iranien Mohammad Javad Zarif ait depuis nuancé ces déclarations en insistant sur le fait que la République Islamique d'Iran voyait d'abord dans un nouveau Kurdistan émancipé de Bagdad une nouvelle donne dans la stabilité de ses frontières, [l'appréhension des Turcs](#) se traduit surtout envers le YPG (les Unités de Protection du Peuple) et le PYD (bras politique du YPG), principaux acteurs politico-militaires du Kurdistan syrien, le Rojava. Ces derniers, liés au PKK (le Parti des Travailleurs du Kurdistan) opérant contre l'armée turque au Sud-Est de la Turquie, voient en effet dans l'avènement d'un Kurdistan irakien, un modèle d'émancipation du peuple kurde syrien malgré sa rivalité avec le PDK (Parti Démocratique du Kurdistan) de Massoud Barzani (leader kurde irakien). En effet, les divisions ethniques se sont renforcées au fil des rapprochements entre le clan Barzani et le président Erdogan et des combats de plus en plus violents se déroulent régulièrement entre armée turque et combattants révolutionnaires kurdes du Rojava et de l'Anatolie du Sud-Est.

[Le Kurdistan d'Irak](#) rencontre un paradoxe lié à l'histoire kurde de la région : devenir l'État des Kurdes et privilégier l'unité de tous les Kurdes et ainsi froisser ses partenaires turcs et iraniens, ou devenir un État kurde, dont les enjeux et les représentations diffèreraient de ceux des Kurdes de Syrie et de Turquie. Entre les positions partisans des Peshmergas, leurs rivalités avec le PKK turc, le YPG syrien, les milices d'autodéfense yézidiennes et chrétiennes irakiennes, et enfin la menace de l'organisation État Islamique sur le déclin mais protéiforme, l'indépendance du **Basûrê Kurdistanê (Sud-Kurdistan ou Kurdistan irakien)** prévue au referendum **le 25 septembre 2017** sera-t-elle mise en péril par les rivalités entre Kurdes du Rojava et Kurdes d'Irak ?

Le terrain d'étude réalisé en février 2017 à Erbil, en pleine offensive de Mossoul à 60 kilomètres de là, fut l'occasion d'analyser ce que représente le statut de Pesmerga au Kurdistan irakien, mais aussi les relations conflictuelles mais nécessaires avec les voisins kurdes syriens et le puissant YPG ainsi que le poids du PYD dans la province kurde du Rojava.

situation qui renforce le problème du manque d'unité entre Peshmergas de l'UPK (Union Patriotique du Kurdistan, deuxième principal parti après le PDK) et ceux du PDK du fait que de nombreux Peshmergas retraités avaient participé à la guerre civile de 1994-1998.

L'exigence d'avoir au moins un parent kurde pour être recruté a également officieusement été levée face à l'afflux de volontaires internationaux. Ainsi, une unité de Peshmergas de l'UPK dirigée par Araz Abdulqadir, implantée dans les environs de Kirkouk, comprend dans ses rangs des combattants étrangers. Les volontaires étrangers peuvent même postuler à un programme de formation appelée le *Kurdish Peshmerga Foreigner Registration, Assessment, Management and Extraction* (FRAME) [7]. Pour autant, on ne saurait considérer les Peshmergas impliqués dans le conflit, principalement ceux confrontés à l'EI dans la province de Ninive, dans ce qu'il reste des poches de résistance djihadistes dans les faubourgs de Mossoul et au Sud de la province de Kirkouk, comme des soldats de la liberté, dépourvus d'agenda politique et donc non partisans. Essentialiser les forces kurdes comme forces du Bien, démocrates modernes faisant la guerre sans l'aimer, comme les présente Bernard Henri-Lévy dans son documentaire « Peshmerga » [8], efface aussi bien les divisions entre Kurdes d'Irak que les oppositions avec les autres factions kurdes. Sans parler de l'ensemble de l'Irak, des interférences avec la Syrie et la Turquie, de la place des autres factions islamistes comme le Front Islamique du Kurdistan (groupe composé d'Arabes sunnites lié au Ahrar Al-Sham opposé aussi bien au groupe État Islamique qu'au kurdes indépendantistes syriens), des différends entre Peshmergas et combattants Yezidis et surtout de leur rivalité sur le mont Sinjar.

Les femmes sont également présentes parmi les Peshmergas. Le régiment féminin est lié à l'UPK et a été officiellement créé en 1996, même si la participation des femmes dans les combats des Peshmergas est plus ancienne. Le statut de Peshmerga renvoie à une condition de respectabilité au sein de la société kurde. C'est aussi un engagement qui leur assure une autonomie financière et les autorise à s'extraire de l'autorité patriarcale qui les destine à être mariées très tôt. L'UPK fut le premier parti politique à incorporer des unités de femmes combattantes ou des unités mixtes, sous la volonté de son leader Jalal Talabani et les pressions de la colonelle Nhaida Ahmad Rashid, porte-parole des unités mixtes de la caserne de Souleimanyia. Les photos de ces combattantes sont très connues à l'étranger et renvoient l'image d'une cause où l'égalité homme/femme existe et s'opère concrètement sur les terrains de combat. Pour autant, les femmes Peshmergas et leurs rôles restent extrêmement minoritaires dans une société qui ne saurait faire oublier les très fortes inégalités qui persistent entre hommes et femmes.

Enfin, c'est cette réputation de combattants allant au-devant de la mort (traduction littérale du mot Peshmerga), les libérations progressives des villages chrétiens, dont Qaraqosh, dans la plaine de Ninive entre Mossoul et Erbil et les combats incessants contre l'EI dans les faubourgs Est de la ville de Mossoul, qui font des Peshmergas dans leur généralité, la force militairement la plus stable dans la région. Toutefois, sous les ordres de Nerwan Barzani, général Peshmerga et neveu de Massoud Barzani, les sentiments ambivalents sur la reconquête de Mossoul al-Arabi (Mossoul l'Arabe, comme l'appelle les Peshmergas) se sont accrus au sein des forces kurdes qui ne voyaient pas de réel enthousiasme dans l'armée irakienne à voir une force kurde reprendre le poumon économique du Nord de l'Irak et qui historiquement n'a jamais été kurde. Le passage de relais vers les forces armées irakiennes au centre de la ville et dans les faubourgs Ouest a laissé un goût amer aux combattants Peshmergas, Yezidis de l'HPE (Milice d'autodéfense du peuple Yézidi) et chrétiens du NPU

(Forces de Défense de la Plaine de Ninive), qui ont perdu toute confiance envers Bagdad depuis la fuite de son armée devant les colonnes de l'EI en 2012.

Le Kurdistan irakien possède donc des institutions, semble maîtriser son territoire (le dernier attentat sur le territoire remonte à 2013 à Erbil) sécurise ses frontières tout en y recherchant une profondeur stratégique dans la province de Ninive à l'Ouest, de Kirkouk au Sud et de Diyala à l'Est. De plus, les accords de gouvernement entre PDK, UPK et le mouvement Gorran (troisième principal parti partenaire de l'UPK) semblent maintenir un certain équilibre démocratique malgré la longévité au pouvoir de Massoud Barzani, longévité qui doit plus à sa légitimité clanique et surtout aux développements des événements sécuritaires faisant rage dans la région. Sur le plan international, le Kurdistan maintient, pour l'instant, les Turques et les Iraniens hors de ses institutions, à défaut d'être hors de ses frontières (les Turcs bombardent régulièrement les bases arrières du PKK au Nord principalement sur les Monts Qandil au Nord d'Erbil et dans la région du Sinjar). Malgré tout, tout au long de cette recherche, il a été vu que **l'institution militaire, que requiert tout État, ne s'inscrit pas dans une continuité d'unité**. L'autorité de Massoud Barzani se limite aux Peshmergas liés au PDK et aux Brigades unifiées. Elle connaît des difficultés à s'étendre davantage et à confirmer son autorité sur les autres forces, privées ou non, de l'UPK aux milices chrétiennes et yézidiées. C'est pourquoi, si le Kurdistan irakien acquiert son indépendance, *via* son référendum populaire qui devrait se tenir le 25 septembre 2017, définir une force armée unifiée sera tout aussi important que de définir des frontières internationales. Sur ce point, Massoud Barzani a plusieurs fois exprimé son appréhension quant aux territoires disputés et au fait qu'un probable État kurde puisse vivre la même problématique territoriale qu'Israël avec les territoires palestiniens [9]. Dans un second temps l'agenda principal se base sur la constitution d'une force armée homogène, bannissant toute rivalité partisane. C'est pourquoi il est aujourd'hui pas pertinent de parler des Peshmergas en faisant référence à une armée kurde. **Il n'y a pas une armée kurde irakienne**. Ce constat se fait sur le terrain, où à chaque checkpoint, à chaque patrouille, dans chaque ville, les patches des uniformes diffèrent sous le drapeau commun kurde selon le rattachement ethnique ou politique du combattant. Il convient de rechercher une entité plus unifiée et centrée sur une autre représentation du Kurdistan irakien et qui remplit l'objectif de projection de forces extra-territorialisées tout en maintenant une présence et une influence dont le Gouvernement Régional du Kurdistan ne peut se passer et qui peut constituer une réserve de force solide : le YPG kurde syrien.

II. Un État kurde en Irak, une force kurde en Syrie : rivalité des Peshmergas et des YPG

Chez son voisin syrien, le PDK se méfie des velléités d'expansion du PYD, le parti politique kurde syrien dont le YPG est la branche armée, dans le Kurdistan irakien où il est intervenu ponctuellement en traversant la frontière irako-syrienne pour venir en aide aux peshmergas débordés face aux offensives de l'EI contre les Kurdes yézidis, surtout autour du Mont Sinjar. À l'inverse, le PYD syrien, qui exerce désormais un pouvoir exclusif dans le Rojava (Kurdistan syrien), s'oppose à l'influence du KRG sur la scène kurde en Syrie. Pour autant, le PYD a fait du YPG une force kurde indispensable à la souveraineté des Kurdes de Syrie. C'est entre autres sous l'impulsion des leaders du YPG, vétérans des Peshmergas irakiens ou du PKK turc, qu'ont été fondés les Forces Démocratiques Syriennes, regroupant une coalition de groupes armés arabo-kurdes, chrétiens, yézidis et musulmans, contre l'avancée de l'organisation État

Islamique en Syrie.

Issa, un réserviste Peshmerga PDK issu des troupes HPE (Force de protection d'Êzîdxan, force yézidie autrefois rivale du PDK) qui a combattu aux côtés de l'YPG dans l'offensive du Sinjar [10] explique : « *Le fait que Daesh se développe aujourd'hui principalement à l'Est de la Syrie est une menace à plus long terme comparé à Daesh en Irak. Nous nous sommes occupés d'eux à Kirkouk et nous allons les repousser dans la province de Shingal [Sinjar]. Aujourd'hui, les Peshmergas ne sont pas présents en Syrie. C'est le YPG et le FDS [Forces Démocratiques Syriennes] qui s'occupent de ça pour nous. Barzani ne souhaite pas éloigner ses troupes, déjà divisées, loin de nos frontières. Nous réfutons tout lien avec le PKK et le YPG, mais officiellement nous les soutenons et les armons. Même les Américains en viennent à les aider en parachutant de la logistique. Le YPG a réussi à unir musulmans, chrétiens et Yézidis. Ils sont le véritable bras armé du Kurdistan en Syrie. Pas le PDK ou l'UPK.* »

L'action de sauvetage des populations yézidies, piégées sur les monts Sinjar et massacrées par les raids génocidaires de l'EI en 2015, qui fut considérée comme héroïque par les Kurdes d'Irak, est attribué au YPG qui en retire une confiance que les Peshmergas partisans du PDK et de l'UPK comme les Brigades unifiées Zerevani n'ont pas réussi à préserver depuis le début du conflit avec le mouvement djihadiste en 2012.

L'histoire des relations entre Kurdes syriens et irakiens est parsemée d'alliances et de sécessions. Bien que loin d'être aussi problématique pour le GRK que le PKK turc, le YPG syrien jouit d'une certaine réputation au sein de la population kurde irakienne, principalement dans la province de Dohuk. De nombreux Peshmergas PDK ou UPK, chrétiens, sunnites ou Yézidis sont d'abord passés dans ses rangs avant de combattre au Kurdistan irakien. De plus, même s'il est historiquement lié au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) et a combattu et combat toujours à ses côtés dans l'Est de la Turquie, le YPG a aujourd'hui une réputation de parti révolutionnaire modéré face à ses frères révolutionnaires marxistes du PKK. Plutôt boudé par les puissances occidentales depuis le début de la guerre civile syrienne du fait de sa proximité avec le régime alaouite de Bashar el Assad, il reprend progressivement pied dans les opérations conjointes avec les forces spéciales américaines à la frontière irako-syrienne. La communication du groupe s'est rodée avec les années et les conflits, mettant en avant le YPJ, sa branche combattante féminine, en première ligne avec les combattants masculins suivant l'idéologie égalitaire proche de celle du PKK. De plus, l'intervention remarquée et salutaire des brigades du YPG sur le mont Sinjar contre l'EI lui a permis de s'attirer la sympathie des forces yézidies et assyro-chaldéennes de la province de Ninive ainsi qu'une partie de la population kurde irakienne. Début mai 2017, les États-Unis ont décidé d'initier une nouvelle stratégie vis-à-vis de l'organisation État Islamique et du régime alaouite en Syrie. Cette nouvelle stratégie marque un changement de méthodologie dans les relations entre Kurdes et Américains. Soucieux de ne pas fournir d'armes à des milices chiites au nord de l'Irak, satellites du régime iranien dans la région, par le biais d'aide aux Peshmergas kurdes UPK, le Département d'État a visiblement décidé de fournir une nouvelle aide matérielle et logistique en direction du YPG qui se présente comme une force unifiée, plus stable, certes marxiste et révolutionnaire, mais opposée au régime d'Erdogan et résolument anti-djihadiste. Les forces de l'YPG se sont notamment illustrées dans les combats contre l'EI lors de la bataille de Kobané (Ein-Arab, en arabe), lorsque la ville, à majorité kurde syrienne, avait été encerclée plusieurs semaines par les colonnes djihadistes. Les forces turques n'ont pas jugé bon d'intervenir malgré la proximité de la localité avec la frontière turque. C'est la coalition des forces kurdes syriennes, dont le

YPG, qui a maintenu la ville en attendant les raids occidentaux qui ont eu raison des positions de l'organisation Etat Islamique. Les Peshmergas kurdes irakiens n'étaient pas déployés dans cette région, cette absence était en partie due au fait que Barzani souhaitait ne pas aggraver les relations déjà tendues avec son partenaire turc.

Les forces kurdo-syriennes, ou Forces du Rojava, sont l'expression de la revendication identitaire des Kurdes de Syrie. Ces forces affichent une unité qui aujourd'hui leur permet d'émerger comme un contre-pouvoir et un acteur rival des Brigades Peshmergas unifiées, faisant émerger une autre représentation géopolitique du Kurdistan. Malgré tout, il existe des divisions au sein des Forces du Rojava, mais le YPG, partie intégrante des forces séculaires des SDF (Forces Démocratiques Syriennes) est le seul acteur militaire kurde à avoir réussi à unifier des ethnies et des confessions différentes afin de conduire une opération de grande ampleur comme celle de la libération de Shingal (région du Sinjar) en novembre 2015, là où les Peshmergas Kurdes irakiens sont restés au second plan.

III. La stratégie territoriale du PYD et son poids dans les relations intra-kurdes

[Outre l'Iran, les zones de peuplement kurde s'étendent principalement sur trois territoires, la Syrie, la Turquie](#) et l'Irak. Chacune de ces trois zones de peuplement est constituée de forces autonomes kurdes, aux agendas différents. Si les Peshmergas PDK suivent la politique de sécurisation des frontières avec les territoires disputés de Ninive et Kirkouk en limitant la zone d'influence iranienne et de l'UPK, le YPG lui poursuit son ambition d'autonomie de la région kurde de Syrie, profitant du vide étatique laissé par la guerre civile tout en consolidant l'unification des forces arabo-kurdes et le PKK de son côté perpétue l'insurrection anti Erdogan .

L'YPG est l'objet de nombreux soupçons sur ses ambitions séparatistes de la part des Kurdes irakiens. Ce que le YPG a très vite compris pour asseoir son autorité dans les cantons du Rojava, c'était que la protection des minorités était une question primordiale à la stabilité de la région. Contrairement aux forces irakiennes Peshmergas PDK, le YPG n'a pas été accusé d'expulsions de familles d'autres ethnies, comme cela semble s'être déroulé dans les provinces de Kirkouk et de Diyala par les brigades PDK. [11]

Le YPG a mis l'accent sur la coopération militaire des différentes tribus, kurdes ou non, afin de favoriser l'intégration des différents clans. C'est dans la région de Cezire qu'Arabes et Assyriens se sont réunis sous la bannière d'un même bataillon, formé par le YPG et combattant aux côtés des forces kurdes, afin de consolider l'unification identitaire d'un Kurdistan syrien laïque et pluriethnique. Principale figure du développement des relations arabo-kurdes, le Cheikh Humeydi Denhan, chef de la tribu arabe Al-Shammar, est le coprésident du Parti de l'union démocratique (PYD) du canton de Cezire. Les forces qu'il a sous ses ordres ont permis de renverser la tendance dans l'offensive contre l'organisation État Islamique dans la région de Tel Abyad et Serekaniye où se trouve une centaine de villages arabes qui étaient initialement kurdes. C'est dans les années 1970 que le régime alaouite a mené une politique d'arabisation à la frontière turque en déplaçant les populations rurales kurdes.

L'offensive et la défense de Kobanê en 2015 a été le théâtre d'opérations effectuées par la plus

grande alliance arabo-kurde de l'histoire de la République Arabe Syrienne.

Le Burkan al-Furat, (« Volcan de l'Euphrate ») est l'illustration d'un modèle de coopération qui a su se maintenir. Cette coalition d'opérations conjointes fondée en septembre 2014, regroupant l'YPG, le YPJ, le Jabhat al-Akrad, l'Armée Syrienne Libre, et plusieurs forces arabes - dont les Rebelles arabes de Raqqa, les bataillons Shams al-Shamal qui ont pris part à l'offensive contre les avancées de l'organisation État Islamique a notamment prouvée sa viabilité sur le terrain dans différents théâtres d'opérations comme à Kobanê. Jamais des forces kurdes n'ont été au-devant d'une telle coalition regroupant Arabes sunnites, chrétiens et même chiites, pas même les Peshmergas kurdes d'Irak, longtemps étouffés par la politique de répression du régime baasiste de Saddam Hussein.

C'est ainsi que le YPG syrien a acquis sa légitimité au sein des populations arabes syriennes devenant la clef de voûte d'une coopération arabo-kurde. S'ils y parviennent, l'alliance qui en découlerait pourrait devenir un jalon majeur pour une coopération arabo-kurde visant à défaire l'emprise territoriale de l'EI. Reste à savoir si cette Alliance résisterait à une émancipation territoriale kurde grisée par l'indépendance du Kurdistan irakien voisin.

Ces groupes aussi divisés soient-ils dans la méthodologie d'action et au niveau de leurs attaches idéologiques et territoriales, partagent un point commun : celui d'être liés au territoire du Kurdistan irakien et de profiter des formations des Peshmergas (PDK ou UPK). Depuis juillet 2012, les provinces kurdes de l'est de la Syrie sont autonomes. Les formations politiques kurdes (PYD), ayant signé un pacte de non-agression avec le régime d'Assad, sont appuyées par les Unités de Protection du Peuple (YPG) et ont pu grâce à cela s'imposer dans les régions de peuplement kurde de Syrie. Avec des effectifs généralement estimés entre 30 000 et 50 000 combattants [12], les YPG font la preuve de leur efficacité militaire sur le terrain depuis l'été 2013. D'abord au cours de combats contre divers groupes djihadistes puis, à partir de l'été 2014, face à l'organisation Etat Islamique. La bataille de Sinjar à proximité de la frontière syrienne marque un tournant dans la perception de l'efficacité des combattants YPG, notamment en comparaison des Peshmergas du Kurdistan irakien qui n'ont pas été capables de souder une cohésion avec les autres groupes combattants de la région, incapables également d'appliquer une quelconque force d'intervention afin de protéger les Yézidis [13] victimes de véritables tactiques génocidaires de la part de l'EI depuis 2014 [14]. Massoud Barzani, semble avoir dû se résoudre à faire appel au PYD, dont les unités sont parvenues à prendre position sur le mont Sinjar et repousser les brigades djihadistes le 14 août 2014.

Conclusion

Le 25 septembre 2017, les Kurdes d'Irak pourraient se prononcer, sans grande surprise, pour l'indépendance des provinces du Kurdistan irakien. Duhok, Erbil, Sulaymiah ainsi que la province disputée de Kirkouk la « Petite Jérusalem » kurde, dont les autorités ont récemment émis le souhait d'être intégrés dans le futur État kurde. Les forces politiques et militaires kurdes devront traiter avec l'hostilité des Turcs, l'attente pragmatique des Iraniens et les appels à la trahison d'un gouvernement de Bagdad déjà dépecé. Mais ils devront aussi traiter avec **les rivalités internes aux Kurdes** afin d'éviter qu'une guerre civile fratricide comme celle de 1994 ne refasse surface. Le Gouvernement Régional du Kurdistan, une fois devenu Gouvernement National du Kurdistan aura sans doute à agir avec toutes les composantes claniques et ethniques et intégrer, comme il a su difficilement le faire, les différents groupes armés régionaux comme ceux liés aux Chrétiens (NPU) et aux Yazidis (HPE). Il semble aussi

irréversible que les Peshmegas kurdes voient dans le YPG et le PYD des alliés stables de circonstances afin de stabiliser sa frontière avec la Syrie. Mais cela risque d'entraîner une proximité avec le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) que ne saurait accepter le président Erdogan et qui mettrait en péril la fragile coopération avec la Turquie et élargirait le front de l'Anatolie Orientale vers la frontière avec le nouvel État Kurde. Au vu des évolutions des influences des différents acteurs sur le territoire kurde, il est fort probable que le YPG, autrefois considéré comme infréquentable par les Occidentaux et le clan Barzani, devienne un acteur de poids nécessaire à la stabilité du nouvel État du Kurdistan. Au rythme de ces menaces existentielles, le nouveau Kurdistan devra à la fois résolument s'ouvrir vers la Russie, vers un Kurdistan Syrien de plus en plus puissant et autonome et sur la Méditerranée afin d'y trouver des alliés idéologiques.

Copyright Septembre 2017-Toubol/Diploweb.com

Plus

Début mars 2016, quelle est la situation au Kurdistan d'Irak ? Gérard Chaliand présente la situation économique, politique et stratégique.

[Découvrez plus de vidéos géopolitiques sur la chaîne youtube.com Diploweb](#)

[Si vous vivez en région parisienne, assistez aux conférences géopolitiques du Diploweb](#)

P.-S.

Candidat à un doctorat dirigé par l'Institut Français de Géopolitique et supervisé par le centre d'études sur le Moyen-Orient Moshé Dayan Center de l'Université de Tel-Aviv. Benjamin Toubol est spécialisé sur le Kurdistan irakien, ses travaux portent sur la géopolitique du Kurdistan et sur les dynamiques et représentations des Peshmegas et des groupes armés kurdes.

Notes

[1] Turkish Weekly, Retired Peshmerga sign up to fight militants in Iraq, 08/2014.

[2] Rudaw, KRG halts recruiting of female Peshmerga, 22/06/2015.

[3] Musing on Iraq, Explaining Kurdish Nationalism Interview with Tenn Tech Univ Prof. Michael Gunter, 14/07/2014.

[4] SHEA Neil, Kurds Fight to Preserve 'the Other Iraq', National Geographic, 03/2016.

[5] EYNAUDI Matthieu. Cette série de conflits au cours desquels les combattants kurdes de tous bords s'illustrent, tant par leur efficacité que par leur détermination, a permis de constituer auprès de la population un capital de sympathie et de confiance autour des Peshmergas. Aussi, leur doctrine se fonde dans la représentation collective très appréciée dans la culture locale du héros kurde farouche et coriace. Les Peshmergas tiennent en eux une part importante de l'identité kurde. Dès lors et encore aujourd'hui, être Peshmerga garantit l'accès à un statut social et un respect certain. Les Clés du Moyen-Orient, 06/2016.

[6] SAADULLAH Vager, A Peshmerga Fighter's Tale of Survival, 09/03/2015. BBC News, "Retired. Peshmerga fighters challenge IS in Iraq", 08/09/2014.

[7] <http://www.peshmergaframe.com/>

[8] Bernard Henri-Lévy, « Peshmerga », documentaire (1 h 32), en salle le 8 juin 2016.

[9] NAHWI Saeed, Disputed territories pose major challenge to Kurdish referendum, <http://www.al-monitor.com/pulse/en/originals/2017/07/kurdish-referendum-disputed-areas-iraq.html>, Al-Monitor.com, 30 juillet 2017.

[10] Entretien à Erbil, Février 2017

[11] GULLY Hélène, Les forces kurdes accusées de détruire les maisons arabes en Irak, Libération, 21 janvier 2016

[12] <http://www.globalsecurity.org/military/world/para/ypg.htm>

[13] Entretien avec Sara Salahaddin Mustafa, Erbil, février 2017.

[14] THIEFAINE Charles, Sinjar, Yezidis et Kurdes, le possible avenir commun ?, 25 octobre 2016, <http://www.kedistan.net/2016/10/25/Sinjar/>